

De tous  
les Pays

## URSS

Dans quelques jours se réunira le Soviet Suprême qui traitera notamment des thèses de Krouchtchev sur la décentralisation de l'économie.

La discussion qui s'est produite au sujet de ces thèses a mis en lumière les deux tendances principales qui s'affrontent en URSS sur le plan social et qui le feront de plus en plus.

A propos de la décentralisation de l'économie, les directeurs, administrateurs, etc., ont demandé plus de droits, plus de garanties, plus de pouvoirs envers les travailleurs des entreprises. En un mot les bureaucrates entendent que la « déstalinisation » se fasse à leur profit.

Par contre, les travailleurs envisagent que les modifications se fassent à leur profit, qu'ils aient — du moins pour commencer — plus à dire dans la gestion de leurs entreprises même. Ce qui ne sera, en fin de compte, qu'une étape vers des revendications plus amples concernant la gestion de toute l'économie et de l'Etat.

Au cours de la discussion qui s'est étalée dans les colonnes de la presse soviétique, ce sont surtout les bureaucrates qui ont affirmé leurs revendications. Mais il ne s'agit pas d'un débat qui peut se mesurer et se trancher par des discussions de presse. C'est un conflit social qui se règlera par les voies normales de la lutte de classe. La crise de la société soviétique qui s'est manifestée depuis plusieurs années, d'abord dans les domaines de superstructure (sciences, arts...) se porte de plus en plus nettement dans le domaine fondamental des rapports dans les entreprises; le problème prendra un tour politique de plus en plus accusé. Les travailleurs soviétiques avancent sur la voie de la révolution politique qui rétablira en URSS la démocratie soviétique et la portera à un niveau incomparablement plus élevé que par le passé.

## AUTRICHE

Aux dernières élections législatives, le parti chrétien qui se trouve en coalition au pouvoir avec la social-démocratie avait emporté la victoire sur son allié au pouvoir. La cause en était avant tout l'attitude timorée de la social-démocratie, la conséquence principale des exigences plus grandes du parti bourgeois aux dépens de la classe ouvrière.

Pour les élections à la Présidence de la République — laquelle a été détenue depuis la fin de la guerre par un social-démocrate — le parti chrétien s'allia à la réaction fascisante contre le candidat du parti socialiste, le vice-chancelier Schaerf. L'élection semblait courue par avance pour le candidat bourgeois, une majorité des voix lui paraissant acquise sans aucun doute.

Mais les choses ont tourné tout autrement. Le candidat du parti socialiste l'emporte avec un peu plus de 51 % des voix. L'élection si peu importante en soi a cependant une importance quant au rapport des forces dans le pays. De même que le succès du parti bourgeois aux élections législatives servit au renforcement des positions du capital, de même cette élection à la Présidence de la République contribue au renforcement des positions de la classe ouvrière. Mais, une autre conclusion est la nécessité d'une politique de classe ferme, de combat, pour mettre en échec la bourgeoisie. Dans ce cas, sur le terrain électoral lui-même, ce n'est pas la défensive, mais l'offensive qui permet de l'emporter, même contre l'ensemble des partis bourgeois coalisés.

# La lutte ouvrière en Belgique

La situation sociale de la Belgique a connu une évolution sensible au cours des trois derniers mois. Plusieurs événements importants ont marqué cette évolution.

Depuis dix-huit semaines les quelque cinq cents travailleurs d'une usine métallurgique liégeoise mènent une grève courageuse. Il s'agit des ateliers Jaspas qui produisent des ascenseurs et diverses machines-outils.

Se basant sur un progrès constant de la productivité dans cette entreprise, les dirigeants syndicaux de l'usine estimèrent que le patronat devait accroître de 1,5 % sa cotisation au fonds spécial d'entraide créé à l'initiative des travailleurs. Le patronat ne voulut pas accepter certains termes du projet qui renforçait le contrôle syndical dans l'entreprise où tous les travailleurs sont syndiqués. Le conflit éclata et s'envenima lorsque la direction voulut livrer du matériel à divers clients. Les piquets de grève empêchèrent les envois ou détruisirent le matériel sorti de l'usine. Quatre grévistes furent arrêtés et maintenus illégalement en détention pendant plusieurs semaines. Seule, une grève générale d'une heure des métallurgistes liégeois en avril, permit leur libération.

Actuellement, après une longue épreuve de force entre l'ensemble du patronat (Fabrimetal) et la Centrale des métallurgistes de la FGTB (socialiste), les patrons de l'usine semblent bien sur le point de céder et ne mènent plus que des combats d'arrière-garde.

Au mois d'avril, à la suite du relèvement du plafond de la sécurité sociale, qui augmenta la retenue sur les salaires, le mécontentement ouvrier s'accrut. Chez les 10.000 travailleurs des ACEC (Ateliers de Constructions Electriques de Charleroi) ce mécontentement éclata en une manifestation à travers la ville, au cours de laquelle Gailly, l'un des dirigeants de l'aile droite des syndicats fut hué par les manifestants.

Des revendications importantes furent alors adoptées par la puissante centrale des métallurgistes de la FGTB: 1° paiement intégral de l'allocation de maladie et suppression des trois premiers jours de « carence », non payés aux travailleurs malades; 2° double pécule de vacances

pour la seconde semaine de congés payés, obtenue depuis 1955.

Pendant la seconde moitié d'avril on put s'attendre à une grève générale des métallurgistes pour la réalisation de ces revendications. Cette bataille semble écartée momentanément.

En avril un autre conflit éclata: la grève des employés de la Caisse générale d'Épargne, à Bruxelles. Cette grève, organisée par les syndicats chrétiens (CSC) fut réprimée par le gouvernement socialiste-libéral, qui fit licencier plusieurs grévistes, ce qui provoqua une vive réaction de la part des syndicats de la FGTB et accentua la division entre la minorité de gauche de celle-ci et le gouvernement.

Les coups d'épingle échangés de part et d'autre semblaient annoncer là aussi une épreuve de force, mais une détente s'est produite peu avant le 1<sup>er</sup> Mai. Certains ministres socialistes et le président droitier du PS, Max Buset, prononcèrent des discours dont le ton se rapprochait de ceux des leaders de gauche. Buset annonça même une réduction du temps de service militaire, rencontrant ainsi la principale revendication du mouvement des jeunes gardes socialistes qui demandent le retour aux douze mois.

La direction de la majorité droitiste de la bureaucratie réformiste commença à comprendre que la classe ouvrière est déçue. Le prélèvement gouvernemental sur les bénéfices capitalistes (30 milliards de francs belges de bénéfices avoués en 1956, soit 25 milliards de francs français) a été ramené de 10 à 5,5 % et finalement n'a permis au gouvernement qu'un léger relèvement du taux des pensions. La classe ouvrière est consciente de l'ampleur des bénéfices réalisés grâce à la haute conjoncture et elle exige davantage.

Renard et la minorité de la FGTB qu'il dirige, expriment constamment, dans les émissions syndicales à la radio et dans la presse syndicale et l'hebdomadaire « La Gauche » le mécontentement et les exigences de la classe ouvrière. La direction de la bureaucratie réformiste a semblé esquisser une lutte puis a reculé et exécuté un tournant verbal à gauche. Les mois qui viennent lui réservent peut-être de mauvaises surprises.

Philippe VAN DAMME.

## Le Congrès du P. C. belge

Le précédent Congrès du PC belge, tenu il y a environ deux ans, avait — on s'en souvient — procédé à un remaniement complet du Bureau Politique. Le récent Congrès a réélu la direction nommée au Congrès précédent, malgré une certaine attaque de l'un des anciens dirigeants, Lallemand.

Sur les problèmes internationaux, le Congrès qui vient de se tenir a été plutôt réservé. On sait que le PC belge avait critiqué la première intervention soviétique en Hongrie. A certains égards sa position serait assez proche de celle des Polonais ou de celle des Yougoslaves. Mais cela ne s'est guère exprimé, sauf peut-être dans l'accueil enthousiaste accordé à l'intervention du représentant du Parti ouvrier polonais.

C'est essentiellement sur les problèmes de politique belge que le Congrès s'est étendu, renforçant les positions de la nouvelle direction qui, à l'encontre de la précédente, n'a pas pris une position négative envers le PS belge ni surtout envers la gauche de celui-ci, et envers la gauche qui se manifeste dans les syndicats. A ce point de vue, malgré la grande confusion qui sévit dans le PC belge, il y a une évolution progressive de la part de ses militants ouvriers notamment.

Ce dont ceux-ci ont absolument besoin, c'est une clarification complète sur des questions essentielles totalement défigurées par le stalinisme, une réorientation d'ensemble sur les problèmes internationaux, ce qui permettrait aux militants révolutionnaires non pas de faire des pas corrects mais timides envers les travailleurs socialistes belges (sans toutefois pou-

voir faire mieux que d'être à la remorque de ceux-ci) mais d'avoir une ligne correcte leur permettant de jouer un rôle décisif dans le développement politique de l'avant-garde du PS belge.

NE MANQUEZ PAS D'ACHETER LE N° DE MARS DE

## QUATRIÈME INTERNATIONALE

Au sommaire de ce numéro de 100 pages, nous relevons notamment:

l'Editorial sur la situation internationale actuelle, après les événements de Suez et de Hongrie, un document pour la discussion préparatoire au 5<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale: « Déclin et chute du stalinisme »; ET DES DOCUMENTS SENSATIONNELS:

Une lettre ouverte à Staline du vieux bolchevik Raskolnikov écrite en 1939 peu avant sa mort, une résolution des syndicats polonais après avoir chassé la direction stalinienne;

La résolution des Conseils ouvriers du 11<sup>e</sup> arrondissement de Budapest, et un extrait d'un rapport officiel du PC britannique sur le sort des Juifs en URSS.